





Alors que les 140 000 enfants scolarisés dans les écoles du Val-de-Marne subissent les conséquences désastreuses de la pandémie, le ministre octroie une dotation « supplémentaire » de 0 poste pour le 94!

Inacceptable! Un plan d'urgence pour le Val-de-Marne est indispensable!

Les organisations syndicales SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'action 94 s'insurgent devant cette réponse du Ministre à notre demande de plan d'urgence alors que nous le savons, les écoles de notre département seront particulièrement touchées par les conséquences du confinement.

A la suite des nombreuses mobilisations des collègues et des parents et du refus de nos organisations de permettre à la DASEN d'entériner 105 fermetures de classes et 29 fermetures de dédoublements, celle-ci a été contrainte de renoncer à convoquer le CTSD et le CDEN initialement prévus les 27 et 31 mars derniers (en conséquence, le mouvement n'a pas pu être lancé avec une baisse drastique du nombre de postes offerts qui aurait pénalisé tout le monde). Pour autant, le maintien de 85 fermetures de classes et de 19 fermetures de dédoublements CP CE1 100% réussite dans l'additif envoyé le 9 avril est totalement inacceptable, de surcroit dans la situation actuelle.

De plus, les organisations syndicales SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'action 94 tiennent à alerter tous les personnels du fait que les responsables de la Direction académique profitent de la pandémie et du confinement pour tenter de remettre en cause :

- la règle appliquée depuis des décennies dans ce département qui garantissait qu'un collègue nommé à titre définitif ne pouvait voir son poste fermé en juin ou en septembre (la circulaire mouvement annonce que dans ce cas le collègue serait réaffecté à titre provisoire).
- l'existence des UPE2A rattachées à une école (d'après la circulaire mouvement, elles seraient toutes rattachées aux circonscriptions et ne seraient plus comptabilisées dans les décharges de direction ; les enseignants pourraient intervenir sur plusieurs écoles et prendre en charge un nombre d'élèves sans aucune limite).

Les organisations syndicales SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'action 94 défendront les demandes de toutes les écoles menacées de fermetures ou qui n'ont pas obtenu les ouvertures nécessaires. Toutes sont légitimes! Elles exigeront le maintien et le rétablissement des UPE2A à temps complet dans une école avec un effectif de 15 élèves maximum et le maintien de l'impossibilité de fermer un poste attribué à titre définitif lors des ajustements de carte scolaire de juin et septembre. La DASEN doit reculer!

Impossible d'accepter une dotation supplémentaire de 0 poste pour le 94 : Il n'y a qu'une seule réponse possible pour tous ceux qui sont attachés à la défense des droits des personnels et de l'école publique, c'est

Pour éviter une catastrophe scolaire sans précédent il faut prendre en compte la situation inédite à laquelle nous sommes confrontés. Cela passe par la mise en œuvre d'un véritable plan d'urgence de plusieurs centaines de postes supplémentaires, pour la rentrée 2020, pour les écoles de notre département : éducation prioritaire, écoles non classées mais scolarisant des quartiers Politique de la Ville, élèves allophones nouvellement arrivés en France mais aussi élèves de familles populaires en zone banale, ... aucun enfant ne doit être "laissé au bord du chemin".

Ce plan d'urgence devra permettre :

- de créer des dispositifs UPE2A fixes dans une école partout où il y en a besoin dans le département avec un maximum de 15 élèves allophones par enseignant
- de maintenir et créer des dispositifs 100% avec des groupes de 12 élèves comme annoncé par le Ministère (et non 13, 14, 15, ...)
- d'attribuer des postes d'enseignants supplémentaires dans les écoles pour organiser des dédoublements de classe dans beaucoup de niveaux, des petits groupes, des séances personnalisées, des suivis individuels afin d'aider les élèves qui seront restés éloignés de l'école sans aide familiale ou ceux qui sont en difficulté
- de créer des ULIS TFC afin que les élèves notifiés puissent bénéficier du dispositif et de faire partir des collègues en stage CAPPEI en nombre suffisant pour assurer la pérennité de ces dispositifs
- de reconstituer les RASED et les développer afin de pouvoir intervenir auprès des élèves les plus en difficulté, ceux qui sortiront traumatisés du confinement et ceux qui devront ré-apprendre à être élèves en affectant sur ces postes des enseignants qui acceptent de faire fonction à défaut de titulaires du CAPPEI.
- d'ouvrir des postes d'administratifs.ves, d'AESH, d'infirmier.e.s dès la rentrée 2020

Pour présenter et défendre leur refus de la carte scolaire découlant de la dotation « supplémentaire » 0 du Ministre et ce plan d'urgence indispensable pour notre département, les organisations syndicales SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'action 94 tiendront une conférence de presse aux côtés de la FCPE 94 au moment où est convoqué le CDEN.

Elles appellent tous les élus à appuyer cette exigence vitale pour reconstruire l'école dans notre département.